

Certains députés diront qu'ils connaissent un millionnaire qui n'a rien versé au fisc, l'an dernier. Il existe de tels cas, mais, dans les faits, c'est très rare. La vérité, c'est qu'on constate régulièrement—et je le répète parce que c'est important et que ça mérite d'être répété—que 63 p. 100 de l'ensemble de l'impôt payé au Canada est versé par les 30 p. 100 des contribuables qui gagnent le plus d'argent.

Que se passe-t-il si on uniformise les taux d'imposition? En gros, une seule chose: on va soustraire à l'obligation fiscale les 30 p. 100 de contribuables qui gagnent le plus et on va faire porter le fardeau, non pas aux 20 p. 100 qui gagnent le moins et qui ne paient pas d'impôt, mais à la classe moyenne. Et tout le monde le sait, la classe moyenne en a assez de payer des impôts. Elle pense qu'elle en paie trop. C'est la classe moyenne, les familles à deux revenus qui vont faire les frais d'un impôt uniforme.

Le député de Kamloops était sidéré que le Parti réformiste soit en faveur de la Convention Canada-États-Unis en matière d'impôts et des faveurs accordées par ce traité aux personnes très riches. J'ose avancer que ce sont les mêmes personnes que représente ce parti qui réclament un impôt uniforme.

• (1535)

Ceux qui bénéficieraient d'un tel impôt seraient les très riches. Je ne suis pas le seul à le dire. Selon la revue *U.S. Business News*, les gens qui, aux États-Unis, gagnent plus de 200 000 \$ s'en tireraient beaucoup mieux avec un impôt uniforme de 19 p. 100. D'après David Bond, économiste à la Hongkong Bank of Canada, un impôt uniforme aggraverait la disparité des revenus. La plupart des économistes qui, dans le monde, ont étudié la question disent que l'impôt uniforme n'est pas viable principalement parce qu'il a pour effet d'augmenter les impôts de ceux qui sont le moins en mesure d'en payer.

Qu'est-ce qui ne va pas dans le régime fiscal? Très souvent, les gens proposent des solutions qui ne règlent pas les bons problèmes. Il est vrai que le régime fiscal canadien est très complexe. Est-il nécessaire qu'il soit aussi complexe? Pas du tout. Nous pouvons le simplifier. Il suffirait, dans un premier temps, de ne plus le modifier toutes les semaines. Nous changeons au moins un aspect de notre régime fiscal chaque semaine. Ces changements constants créent une situation où personne ne comprend plus rien. Si nous imposions tout simplement un moratoire à tous les changements, peut-être arriverions-nous à comprendre quelque chose.

Quel est l'aspect le plus frustrant du régime fiscal? Ce n'est pas tant la production des déclarations que les taux d'imposition. Les Canadiens déplorent constamment l'existence de l'économie souterraine. Les gens exportent leur argent vers les îles Turks et Caicos, ou le paradis fiscal de leur choix, pour éviter de payer de l'impôt. Leur frustration ne vient pas du régime fiscal, mais plutôt des taux d'imposition et des montants que nous devons payer.

### Initiatives ministérielles

D'innombrables études internationales ont examiné les régimes où les impôts avaient été augmentés. Dans chaque cas, elles ont révélé un lien direct entre l'économie souterraine et l'évasion fiscale. La TPS est un autre symptôme de l'évasion fiscale. La difficulté réside dans le taux d'imposition. Le taux du Canada est le deuxième plus élevé parmi ceux de tous les pays de l'OCDE; il est légèrement inférieur à celui de la France. Lorsque les taux d'imposition atteignent des seuils aussi élevés que ceux que nous connaissons maintenant, on peut s'attendre à voir des cas d'évasion fiscale et d'évitement fiscal.

Une modification du régime ne changera rien au fait que nous prélevons environ 123 milliards de recettes fiscales. Étant donné notre déficit et notre dette, nous ne pouvons pas changer cela pour le moment. Ce que nous visons, bien entendu, c'est un programme de réduction du déficit et de la dette qui nous permettra d'abaisser les taux d'imposition après l'an 2000. Cette diminution des taux d'impôt favoriserait une confiance accrue dans notre régime fiscal et corrigerait en partie la perte de recettes fiscales.

J'ai souvent été en faveur du projet que les Turks et Caicos deviennent une de nos provinces. C'est un débat qui a eu lieu à la Chambre des communes, il y a quelques années. J'ai été aux Turks et Caicos et j'ai parlé à des gens de l'endroit. Je pense que ce serait une bonne chose, parce que nous pourrions profiter de toutes ces recettes fiscales qui se cachent là-bas.

Toute la question de la politique financière et monétaire est complexe, mais le régime fiscal reste un aspect très important de nos outils financiers susceptibles de stimuler divers aspects de notre économie. Un impôt uniforme éliminerait essentiellement ce genre d'approche manipulatrice de l'économie et forcerait le gouvernement à traiter tout le monde de la même façon.

Est-ce que le secteur forestier est identique au secteur automobile? Est-ce que les producteurs de blé de la Saskatchewan sont comme les producteurs de boeuf de l'Ontario? Je suppose que non. Je soupçonne que les industries de notre pays, comme le secteur pétrolier, l'exploration ou le secteur minier qui dépendent beaucoup des capitaux cherchent à tirer profit d'une dépréciation rapide, mais de façons différentes.

• (1540)

Nous pouvons dire que nous ne voulons pas du secteur minier et, en fait, c'est ce qui se produit au Canada. Les industries minières vont s'installer dans le Sud. Elles disent qu'il y a trop d'entraves à leur établissement au Canada et qu'il est moins coûteux de partir au Chili. La cause est le régime fiscal. Nous devons nous rappeler comment elles ont été mises sur pied. Elles ont également obtenu d'énormes encouragements fiscaux pour lancer leurs activités. Il n'y a pas un pays au monde qui ne recourt pas à une forme ou une autre de favoritisme pour promouvoir certains secteurs.